

InfoSolidaires

L'information syndicale mensuelle
de Solidaires Informatique
à Sopra Steria



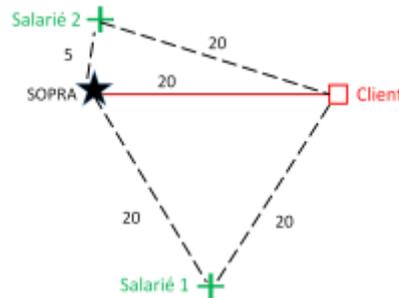
septembre 2021

numéro 134

IK: LA DIRECTION PRÊTE À TOUT POUR RÉDUIRE LA FACTURE ?

Jusqu'à présent, de nombreux-ses salarié-e-s en clientèle bénéficiaient des indemnités kilométriques (IK) sur la totalité des kilomètres parcourus, dès lors que le client se trouve hors de la « zone urbaine » définie par la direction pour chaque site Sopra Steria. Ainsi un salarié habitant à 20 km du client reçoit des IK pour 20 km à chaque trajet. Or le tribunal a mis fin aux « zones urbaines » en 2020. Mais la direction a d'abord temporisé pendant plusieurs mois, refusant d'appliquer la décision du tribunal.

Depuis début 2021, elle essaie d'imposer la **triangulation**. Ainsi il faudrait déduire de la distance client-domicile la distance client-agence et n'indemniser que la différence. Par exemple :



Kilomètres indemnisés :

	Salarié 1	Salarié 2
Aujourd'hui	20 km	20 km
Demain	0 km	15 km

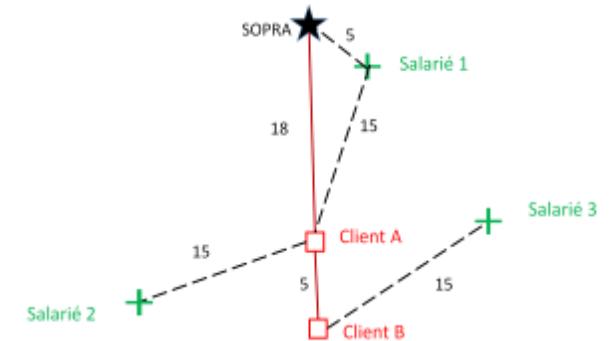
En vérité, ce nouveau mode de calcul ne ferait que des perdant-e-s !

Devant le tollé rencontré, la direction a déjà renoncé 3 fois, décalant la mise en œuvre de son projet à avril, juillet puis octobre. Le 1^{er} octobre c'est demain.

Le projet actuellement à l'étude, c'est de renoncer à la triangulation... uniquement si le client est à plus de 20 km de l'agence !



Autrement dit, la direction s'apprête à définir une nouvelle « zone urbaine », circulaire celle-là, de 20 km autour de l'agence, dans laquelle la triangulation s'appliquerait. Par exemple :



Kilomètres indemnisés :

	Salarié 1	Salarié 2	Salarié 3
Aujourd'hui	15 km	15 km	15 km
Demain	10 km	0 km	15 km

Avec ce projet, on a ici 3 salariés avec les mêmes frais de déplacements, mais pas du tout indemnisés de la même manière. Une **inégalité de traitement** inacceptable !

Ainsi, alors que la zone urbaine est sortie par la porte (la justice l'ayant déclarée illégale), la direction veut la faire revenir par la fenêtre (zone de 20 km autour de l'agence) :

une « zone urbaine » circulaire ? Nous n'en voulons pas. □

Le saviez-vous ?

- 1) Il est impossible/illégal de vous obliger à utiliser votre véhicule personnel pour vous rendre sur un lieu de mission*
- 2) Dès lors que vous devez vous rendre sur une mission* vous pouvez demander à bénéficier d'un véhicule de service.

* clientèle ou agence autre que votre agence de rattachement



Dans le « **In Touch** » n° 190 diffusée le 22 juillet, ce « *plus qu'un slogan une signature* » de Sopra Steria prend tout son sens. Voici ce qu'on peut y lire – et que nous sommes invités à retenir :

« Il devient indispensable de réconcilier les citoyens avec une forme de progrès, un progrès responsable et éthique : le numérique est un levier majeur pour concevoir de nouvelles solutions plus durables. »

C'est ce qu'affirme notre DG, Vincent Paris – qui pour l'occasion se fait expert en sociologie politique et en économie environnementale – lors des « Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence ».

C'est osé et méprisant. En plus de démontrer une méconnaissance de ce que les gens pensent notamment en matière de progrès, c'est travestir la réalité de l'impact du numérique sur l'environnement.

Il ne faut pas se voiler la face, quand bien même c'est notre « pain quotidien », l'économie du numérique est tout sauf durable. Elle permet tout, sauf de préserver l'environnement ou le climat : faisons le compte des pillages de matières premières,

soutenus par des conflits armés plus ou moins organisés, de l'asservissement et de l'appauvrissement des populations locales, des bouleversements des écosystèmes, de la déforestation, pour produire tous nos outils numériques ; faisons le compte de l'énergie dépensée pour stocker, véhiculer, échanger les données, pour faire fonctionner les outils.

Selon l'INSEE¹, l'empreinte énergétique de l'économie du numérique augmente de 9% par an (soit 70% entre 2013 et 2020). D'après l'ADEME², 25% des émissions de GES générées par le numérique sont dues aux Datacenters, 28% aux infrastructures réseaux, etc.

L'économie numérique, durable !? Pour qui, pour quoi ? Parions que la Terre ne nous laissera pas le temps de trouver des réponses. Elle a ses solutions qu'elle saura bien imposer et qui, pour le coup, risquent fort de n'être pas « durables » pour nous.

D'aucuns diront que nous « crachons dans la soupe », mais en matière d'urgence écologique – et sociale – il convient d'être réalistes et objectifs, et d'éviter le cynisme.

« In Touch », la suite : ils sont contents !!

La 4^e édition du « Baromètre des Dirigeants » de L'Exploratoire Sopra Steria Next, réalisée durant le mois de juin, montre que les dirigeants français sont de plus en plus confiants (81 % des patrons sont optimistes pour l'économie française et leur activité), tout en intégrant, dans leur décisions [sic] et leur projection, l'incertitude désormais structurelle de l'environnement.

Comme nous voilà rassurés ! A quand le « Baromètre des salarié-e-s et chômeur-se-s », pour savoir quel est leur degré de confiance et d'optimisme dans l'économie française ?

Vivons-nous dans le même monde !

« **In Touch** », en prime, nous offre le sujet de philo du Bac 2022 :

« Nous assistons à une redéfinition des piliers de l'entreprise, en partant de la raison d'être elle-même, pour donner un sens nouveau, plus aligné avec les attentes des clients, des collaborateurs et des partenaires, et constituer les bases de l'entreprise d'après ».

Développez, vous avez 4 heures ! ☐

- 1 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4238589?sommaire=4238635>
 2 https://www.bilans-ges.ademe.fr/docutheque/secto/Fiche_TNIC.pdf

Vos contacts à Sopra HR Software :

Julien Ciry (DS et CSE)	06.61.01.95.24	Nantes
Nadine Stéphan (DS et CSE)	06.13.06.01.52	Paris
Shakir Simrick (CSE)	07.89.50.58.51	Paris
Brigitte Gratecap (CSE)	06.81.75.05.65	Paris
Laurent Leroux (CSE)	06.86.43.93.34	Paris /Lille
Catherine Charnassé-Foucault (CSE)	01.57.00.04.10	Paris

Vos contacts à Sopra Steria I2S :

Simon Bozic (CSE)	06.66.35.72.43	Roanne
----------------------------	----------------	--------

Vos contacts à Sopra Steria Group :

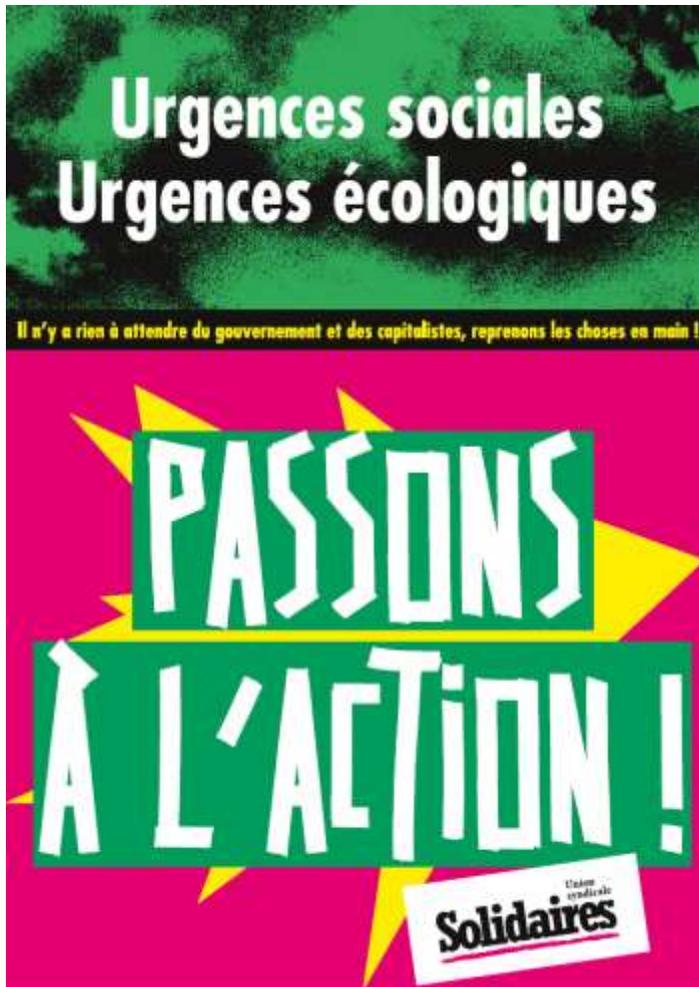
Raphaëlle Collin (CSE)	07.84.05.30.31	Toulouse
Alain Chazalon (CSE)	06.75.28.23.10	Lyon
Sylvie Doussaint (CSE)	06.31.41.35.83	Bordeaux
Pascale Nahmias (CSE)	02.40.85.84.84	Nantes
Arnaud Landais (CSE)	06 72 54 24 61	Nantes
Nathalie Coulet (DS et CSE)	06.88.17.27.09	Aix
Dominique Vitali-Louzai (CSE)	04.72.18.48.22	Lyon
Eric Rigaud (CSE)	06.08.68.33.87	Aix
Arnaud Deshayes (DS)	06.62.50.92.85	Nantes
Michel Guillaume (DS)	05.34.56.70.66	Toulouse
Marie-Claude Kukla (DS)	06.17.39.12.00	Toulouse
Mohammed Ghoufraoui (DS)	07.61.16.33.30	Nantes
Thierry Fétas (DS)	06.49.75.08.41	Aix
Sandrine Ceccoli (DS)	ceccoli.steria@gmail.com	Montpellier

Nous suivre :



NEWSLETTER : diff-soprasteria-subscribe@listes.solidairesinformatique.org

SOLIDAIRES, UNITAIRES ET DÉMOCRATIQUES



Nous, **Solidaires**, avec les organisations syndicales CGT – FO – FSU – FIDL – MNL – UNEF – UNL, appelons à la mobilisation de l'ensemble des travailleur·se·s du secteur privé et public, et la jeunesse, le **mardi 5 octobre 2021**.

Nous rappelons que nous avons mis en garde le gouvernement, au début de l'été, face à ses projets de régression sociale. Nous avons, à cette occasion, formulé des solutions économiques et sociales pour sortir de la crise sanitaire.

Nous nous opposons à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salarié·e·s et des jeunes. L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. Cela nécessite de **convaincre et de rassurer, et non de sanctionner les salarié·e·s**.

En cette rentrée, l'emploi est une des préoccupations essentielles des jeunes et du monde du travail. La précarité est en forte hausse, et malgré une opposition unanime, la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage reste d'actualité. Le retour de la réforme des retraites que nous avons combattue et empêchée revient à l'ordre du jour. Gouvernement et patronat veulent imposer de nouveaux reculs sur les retraites. Le chômage partiel a provoqué la plupart du temps des baisses de rémunération importantes.

Trop de **salarié·e·s**, dont les travailleur·se·s particulièrement exposé·e·s et dits de « 2^{ème} ligne », maintenu·e·s à de bas salaires, ne voient aujourd'hui aucune perspective d'amélioration. Les **agent·e·s** de la Fonction publique attendent toujours des mesures salariales à la hauteur de la perte de leur pouvoir d'achat. Les **jeunes** ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. Le dernier recul en date étant la suppression du repas à 1 euro pour toutes et tous, dont nous réclamons le rétablissement.

C'est pourquoi nous exigeons :

- l'augmentation des salaires,
- l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage,
- un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femme/homme,
- la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois,
- l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives,
- un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses,
- la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et le renforcement de leurs moyens,
- Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Nous affirmons l'urgence d'augmenter le SMIC et les grilles de classifications, le point d'indice de la Fonction publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'études.

Nous appelons les femmes et les hommes de toutes les professions, les jeunes, les retraité·e·s à se mobiliser, le **5 octobre**, par la **grève** et les **manifestations**, pour obtenir de meilleurs salaires, pour leurs emplois et leurs droits et une meilleure protection sociale. □



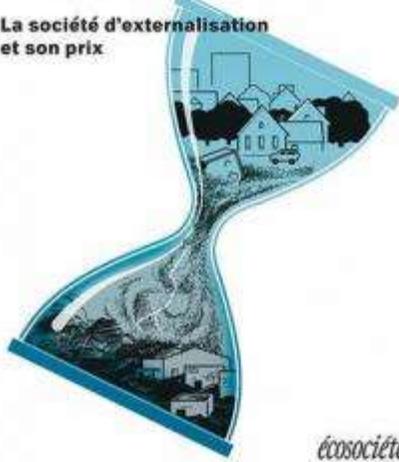
LECTURE

STEPHAN LESSENICH

Préface d'Arnaud Theurillat-Cloutier

À CÔTÉ DE NOUS LE DÉLUGE

La société d'externalisation
et son prix



TÉLÉTRAVAIL : OBLIGATOIRE ?

La notion de télétravail obligatoire n'existe plus dans la loi depuis le 1^{er} septembre. Et pourtant, dans son message du 2 septembre, la direction continue d'imposer 2 jours de télétravail minimum par semaine, jusqu'au 30 septembre.

De quel droit ? □

Stephan Lessenich

« à côté de nous le déluge »

La société d'externalisation et son prix

CRISE SANITAIRE, SOCIALE, ÉCOLOGIQUE

IL Y A DES SOLUTIONS D'URGENCE

- 1 BREVETS PUBLICS SUR LES VACCINS
- 2 RENFORCEMENT MASSIF DES SERVICES PUBLICS dont la santé et l'éducation
- 3 INTERDICTION DES LICENCIEMENTS dans les entreprises qui font des profits
- 4 CONDITIONS SOCIALES ET ÉCOLOGIQUES des aides publiques aux entreprises
- 5 SMIC À 1700 EUROS NET, +400 EUROS PAR MOIS pour toutes et tous dont les retraites et minimas sociaux
- 6 18-25 ANS : ACCÈS À TOUS LES MINIMAS SOCIAUX
- 7 ABROGATION DE LA RÉFORME CHÔMAGE
- 8 CONTRE LE CHÔMAGE : PARTAGE DU TRAVAIL

Union
syndicale
Solidaires

avec 32h hebdomadaire de référence
sans perte de salaire ni flexibilité

SOPRA HR SOFTWARE

C'EST QUOI CES NÉGOS ?

Que s'est-il passé aux négos Sopra HR Software ?

une négociation
prime de vacances
Sopra HR software
aura lieu
le 21 septembre.
Nous y reviendrons
prochainement.

En savoir plus...

Notre site Web dédié Sopra HR Software :

